

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
30 décembre 2024  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 30 décembre 2024, adressée au Secrétaire général  
par les Représentantes permanentes du Royaume-Uni  
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Suisse  
et le Représentant permanent de la Sierra Leone  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

En étroite collaboration avec le Royaume-Uni, la Sierra Leone et la Suisse ont l'honneur de vous faire tenir ci-joint une note de synthèse concernant la réunion que le Groupe informel d'experts du Conseil de sécurité chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité, qu'elles coprésident, a tenue sur la situation en Ukraine (voir annexe).

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

La Représentante permanente du Royaume-Uni  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Barbara **Woodward**

Le Représentant permanent de la Sierra Leone  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Michael Imran **Kanu**

La Représentante permanente de la Suisse  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Pascale **Baeriswyl**



**Annexe à la lettre datée du 30 décembre 2024 adressée  
au Secrétaire général par les Représentantes permanentes  
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord  
et de la Suisse et le Représentant permanent de la Sierra Leone  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Groupe informel d'experts du Conseil de sécurité chargé  
de la question des femmes et de la paix et de la sécurité**

**Synthèse de la réunion sur la situation en Ukraine,  
tenue le 13 décembre 2024**

Le 13 décembre 2024, le Groupe informel d'experts du Conseil de sécurité chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité a tenu sa première réunion sur la situation en Ukraine. Les membres ont entendu des exposés du Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire des Nations Unies, Matthias Schmale, accompagné de collègues de l'équipe de pays des Nations Unies. La réunion s'est achevée par l'examen des principales recommandations formulées par l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et des observations complémentaires sur la violence sexuelle liée au conflit communiquées par le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit.

**Questions posées par les membres du Conseil de sécurité**

Les membres du Conseil de sécurité ont posé de nombreuses questions sur la participation des Ukrainiennes à la prise de décisions, aux postes de direction et aux efforts de politique et diplomatiques liés à la guerre et à d'autres domaines critiques, tels que la reconstruction et le déminage, et ont demandé si l'ONU avait pris des mesures pour promouvoir la participation des femmes dans ces domaines. Les membres du Conseil ont également demandé comment les partis politiques et les autorités administratives du pays pourraient être davantage mobilisés pour garantir la participation des femmes à tous les niveaux. Plusieurs questions ont en outre été posées sur les violences sexuelles liées au conflit, notamment sur la manière dont les États Membres pourraient aider le Gouvernement ukrainien à renforcer les compétences et les capacités du système judiciaire face aux cas de violences de ce type, sur la manière dont l'ONU répondait aux besoins des femmes et des filles touchées par les violences sexuelles liées au conflit et sur les obstacles entravant l'accès des personnes survivantes à des services complets. Enfin, les membres du Conseil ont demandé quels types de services de réadaptation tenant compte des questions de genre étaient à la disposition des combattantes et des prisonnières de guerre, s'il existait des mesures suffisantes pour garantir la pleine intégration des femmes et l'égalité de traitement dans les forces armées, quels types d'entreprises avaient une ou des femmes à leur tête et si l'accès des femmes et des filles à l'éducation avait été maintenu pendant la guerre. Un membre du Conseil a contesté les informations et la sélection des faits présentés lors de la réunion.

**Principaux points soulevés à la réunion**

*Participation des femmes à la politique et à la vie publique*

- Le Gouvernement ukrainien s'est engagé à faire progresser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et a créé un certain nombre de postes et d'institutions pour promouvoir ces questions, notamment les postes de Commissaire du Gouvernement chargée de la politique d'égalité, de Ministre de

la politique sociale et de Vice-Ministre chargé(e) des questions liées à l'égalité femmes-hommes au sein de chaque Ministère.

- Les femmes restent sous-représentées dans les organes de décision aux niveaux national et local. Bien que deux des quatre postes de Vice-Premier Ministre soient occupés par des femmes, celles-ci représentent moins de 25 % des membres du Cabinet. Les femmes occupent par ailleurs 85 des 401 sièges parlementaires (21,2 %), ce qui est inférieur au quota de 40 % prévu par le Code électoral de 2019. Au niveau local, seule une administration militaire régionale sur les 24 *oblasts* que compte l'Ukraine est dirigée par une femme, 9 % seulement des maires en Ukraine sont des femmes, et entre 16 % et 21 % des *hromadas*, ou communautés locales, sont dirigées par des femmes.
- Le quota de 40 % prévu par le Code électoral de 2019 devrait être mis en place lors des prochaines élections nationales, qui ont été reportées en raison de la guerre. Les organisations de la société civile collaborent avec les partis politiques et les militantes pour aider les femmes à se présenter aux élections.
- Les femmes dirigent 66 % des conseils de personnes déplacées et les composent à 77 %. Elles participent aux discussions des conseils municipaux pour s'assurer que les politiques et programmes sont inclusifs et répondent aux besoins des femmes déplacées et de leurs familles.
- Le nombre de femmes dans l'armée a triplé au cours des 10 dernières années. Actuellement, les forces armées ukrainiennes comptent 68 000 femmes, dont 48 000 occupent des postes militaires et quelque 5 000 sont déployées dans des zones de combat. Les dirigeants politiques sont déterminés à garantir une participation égale des femmes dans les forces armées.
- Les États Membres devraient veiller à ce que les femmes participent sur un pied d'égalité avec les hommes, y compris aux postes de direction, à tous les efforts diplomatiques ou politiques déployés à l'échelle mondiale ou régionale en lien avec l'Ukraine.

#### *Participation des femmes à l'économie*

- En avril 2023, 72 % des personnes inscrites au chômage en Ukraine étaient des femmes. Selon l'Académie nationale des sciences d'Ukraine, on estime que les femmes ont gagné 41,4 % de moins que les hommes en 2023, contre 18,6 % en 2021. À l'inverse, les responsabilités des femmes en matière de soins non rémunérés ont considérablement augmenté.
- Parallèlement, les femmes ukrainiennes se mobilisent de plus en plus dans l'économie en tant que chefs d'entreprise. Au premier trimestre de 2024, 59 % des nouvelles entreprises ukrainiennes avaient été créées par des femmes. De nombreuses femmes déplacées des régions orientales de l'Ukraine ont repris leurs anciennes activités, notamment dans le commerce de détail, l'agriculture et l'élevage, tandis que certaines entreprises dirigées par des femmes ont travaillé sans interruption depuis le début de l'invasion à grande échelle du pays par la Fédération de Russie. Les femmes accèdent également à des professions autrefois majoritairement exercées par les hommes, telles que la conduite de camions, le déminage et le travail de police. La nécessité d'épauler les femmes en luttant contre les stéréotypes et aussi de les aider dans leur travail de prestation de soins, notamment en leur offrant des structures d'accueil adéquates pour les enfants, a été soulignée.

*Violences sexuelles et fondées sur le genre, y compris les violences sexuelles liées au conflit*

- Entre février 2022 et août 2024, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a recensé 342 cas de violences sexuelles perpétrées en Ukraine – contre 236 hommes, 94 femmes, 10 filles et 2 garçons – par des membres des forces armées russes et par les forces de l'ordre. La plupart des cas ont eu lieu en détention, visant des détenus civils, des prisonniers de guerre et des personnes en rétention ; 61 cas ont été perpétrés contre des civils – des femmes et des filles pour la plupart – dans des zones résidentielles. Le Haut-Commissariat a également documenté 34 cas de violences, infligées par les forces ukrainiennes à 26 hommes et 8 femmes. Le Bureau du Procureur général de l'Ukraine a signalé 326 cas de violences sexuelles liées au conflit survenus entre le 22 février 2022 et le 1<sup>er</sup> novembre 2024, touchant 193 femmes, 116 hommes, 16 filles et 1 garçon. Il est probable que l'ampleur des violences sexuelles soit largement sous-estimée du fait de la stigmatisation, de la honte, de la peur des représailles et du manque d'accès à la justice.
- Les formes de violence sexuelle documentées par l'ONU en Ukraine sont notamment le viol, le viol collectif, la tentative de viol, l'agression sexuelle, les mutilations génitales, les décharges électriques et les coups sur les parties génitales, la nudité forcée, la participation forcée à des actes de violence sexuelle et les menaces de viol. Des cas de violences sexuelles ont été constatés tant dans les lieux de détention que dans les zones occupées.
- En novembre 2024, le Parlement ukrainien a adopté la loi n° 10132 sur la protection juridique et sociale des droits des victimes de violences sexuelles liées à l'agression de l'Ukraine par la Fédération de Russie et sur les réparations provisoires d'urgence. Dans le cadre d'un projet pilote administré par le Fonds mondial pour les personnes rescapées en collaboration avec le Gouvernement ukrainien, la société civile et l'Organisation internationale pour les migrations, les personnes ayant survécu à des violences sexuelles liées au conflit reçoivent – et c'est une première – une indemnisation à titre de réparation provisoire d'urgence en temps de guerre. Les mesures de réparation nécessiteront des ressources financières importantes, si bien que le Gouvernement ukrainien sollicite des États Membres une aide supplémentaire à cette fin.
- Le système judiciaire ukrainien continue de détecter et de poursuivre les cas de violences sexuelles liées au conflit pendant que la guerre fait toujours rage. L'Équipe d'experts de l'état de droit et des questions touchant les violences sexuelles commises en période de conflit, en coopération avec l'ONU sur le terrain, aide à renforcer la capacité des autorités nationales ukrainiennes à diligenter des enquêtes et des poursuites axées sur les personnes survivantes et tenant compte des traumatismes dans les cas de violences sexuelles liées au conflit, et à améliorer l'action menée par le système judiciaire pour lutter contre la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle.
- En mai 2022, le Gouvernement ukrainien et l'ONU ont signé un cadre de coopération pour la prévention et la répression de la violence sexuelle dans les situations de conflit. Un groupe de travail interinstitutions composé de 150 personnes référentes du Gouvernement ukrainien, de la société civile, des réseaux de personnes survivantes et de l'ONU a été mis en place pour assurer une riposte coordonnée aux violences sexuelles. En outre, des conseillères et conseillers pour la protection des femmes sont déployés en Ukraine dans le cadre d'une structure interinstitutions associant le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, ONU-Femmes et le Fonds des Nations Unies pour la population, et une conseillère principale pour la protection des femmes est

affectée au Bureau du Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire pour l'Ukraine.

- Les organisations nationales et internationales de la société civile bénéficient d'un appui de l'ONU leur permettant de venir en aide aux personnes rescapées de violences sexuelles liées au conflit, notamment en leur apportant un soutien en matière de santé mentale et en les aidant à se réinsérer dans la vie économique.

#### *Situation humanitaire et rôle des organisations dirigées par des femmes*

- Selon le Plan de réponse aux besoins humanitaires de l'Ukraine pour 2024, 14,6 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire durant l'année en cours. Plus de 55 % d'entre elles sont des femmes et des filles. Les femmes continuent de diriger les efforts de résilience et de relèvement déployés en Ukraine, dans les conditions les plus difficiles qui soient. Les organisations de la société civile dirigées par des femmes s'emploient activement à répondre aux besoins humanitaires les plus urgents et à préparer l'après-guerre. En 2022, elles se sont rapidement réorientées pour répondre aux besoins des vagues de personnes déplacées et continuer d'offrir une aide d'urgence.
- Au cours des deux dernières années, le Fonds pour les femmes, la paix et l'action humanitaire a versé 20 millions de dollars des États-Unis à 132 organisations dirigées par des femmes en Ukraine. Ce financement permet aux organisations de défense des droits des femmes de contribuer aux efforts de planification et de riposte en cas de crise humanitaire et de veiller à ce que les femmes et les filles bénéficient d'une sécurité accrue et d'un meilleur accès aux droits et aux services. Le financement permet également aux militantes et militants des droits des femmes et aux responsables de la société civile de participer aux efforts de relèvement socioéconomique et à la prise de décisions concernant les questions humanitaires et le relèvement.
- Le conflit a entraîné des déplacements massifs de population, tant à l'intérieur de l'Ukraine que vers les pays voisins. Les femmes et les filles représentent la majorité des 6,8 millions d'Ukrainiens qui ont fui le pays et 58 % des 3,6 millions d'Ukrainiens déplacés à l'intérieur du pays. Les femmes et les filles sont plus que quiconque exposées à diverses formes de violences et d'exploitation sexuelles.
- L'ONU, entre autres, soutient les femmes et les ménages dirigés par une femme en Ukraine, dans le cadre de programmes d'assistance en espèces ou d'une aide juridique gratuite permettant de recouvrer les pièces d'identité et les titres de propriété détruits ou perdus.
- Les femmes et les filles en Ukraine peuvent accéder à l'éducation depuis que dure l'invasion, principalement via des plateformes en ligne, notamment avec l'appui du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et d'autres entités. Il existe également des écoles clandestines, notamment à Kharkiv, où les enfants peuvent suivre les cours en présentiel. De réels efforts sont déployés pour garantir aux filles un accès égal à la scolarisation en présentiel. Cependant, de nombreux enfants n'ont pas pu aller à l'école en personne depuis cinq ans en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et de la guerre.

*Plan d'action national sur l'application de la résolution 1325 (2000)  
du Conseil de sécurité*

- En 2022, l'Ukraine a modifié son deuxième plan d'action national sur l'application de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité (2020-2025). Le plan d'action national modifié vise à promouvoir la participation des femmes aux sphères politique, publique et privée et au relèvement postconflit, et comprend des mécanismes destinés à prévenir et combattre la violence fondée sur le genre ainsi que des mesures visant à protéger les personnes rescapées de violences sexuelles liées au conflit grâce à un soutien psychosocial, à des services de justice transitionnelle et de reddition de comptes et aux réparations.
- L'un des points forts du plan d'action national est le partenariat étroit entre le Gouvernement ukrainien et la société civile dans chaque *oblast* dans le cadre de coalitions visant à l'application de la résolution 1325 (2000). Le Gouvernement et la société civile, avec l'appui de l'ONU, ont élaboré conjointement des plans d'action régionaux sur les femmes et la paix et la sécurité ainsi que 101 plans d'action locaux, ce qui constitue une pratique optimale à l'échelle mondiale obtenue par la localisation.
- La Commissaire chargée de la politique d'égalité, en coopération avec le Ministère de la politique sociale et avec l'appui de l'ONU, élabore actuellement le troisième plan d'action national sur l'application de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité.
- En 2024, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et ONU-Femmes ont organisé, à Chisinau, un dialogue régional entre des organisations de femmes œuvrant au niveau local et des défenseuses des droits humains d'Arménie, d'Azerbaïdjan, de Géorgie, de la République de Moldova et d'Ukraine. Les quelque 80 participantes ont confirmé que des progrès avaient été réalisés au niveau communautaire, notamment dans la mise en œuvre des plans d'action nationaux pour les femmes et la paix et la sécurité. Elles ont mis en lumière les problèmes importants rencontrés du fait des conditions actuelles du conflit, y compris une réaction négative prononcée à l'égard de leur travail et l'exclusion croissante des femmes des processus de décision formels.

*Financement de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes en Ukraine*

- Alors que l'aide publique au développement accordée à l'Ukraine a bondi, passant de 1,3 milliard de dollars en 2021 à 18,9 milliards de dollars en 2022, 90 % des fonds ne visent à appuyer aucun des objectifs en matière d'égalité des sexes. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques, en 2022, seuls 44 millions de dollars, soit 0,2 %, ont été alloués aux efforts visant à faire progresser des activités dont l'objectif principal était l'égalité des sexes, ce qui est inférieur à la moyenne des pays touchés par un conflit.
- En juin 2024, les Gouvernements ukrainien et allemand, avec l'appui d'ONU-Femmes, ont mis sur pied une alliance visant un relèvement inclusif et tenant compte de questions de genre, réunissant 15 gouvernements, les principales institutions financières internationales, des organismes des Nations Unies, l'Union européenne et de nombreux partenaires de la société civile et du secteur privé afin d'améliorer le financement des activités visant l'égalité des sexes dans les efforts de relèvement de l'Ukraine. Les membres de l'alliance se sont engagés à augmenter la part de financement des projets destinés à faire progresser l'égalité des sexes et à protéger les femmes et les filles, et à soutenir la participation pleine, égale et significative des femmes et des organisations de

défense des droits des femmes à la prise de décisions concernant la reconstruction, notamment dans le cadre de la plateforme interinstitutions de coordination des donateurs pour l'Ukraine et lors des futures conférences consacrées au relèvement de l'Ukraine.

### **Recommandations<sup>1</sup>**

Dans leurs décisions et leurs déclarations sur l'Ukraine, les membres du Conseil de sécurité devraient :

- Demander instamment à tous les acteurs concernés de veiller à ce que les femmes participent pleinement, sur un pied d'égalité, de manière significative et en toute sécurité aux efforts de paix et de sécurité concernant l'Ukraine, y compris à toute négociation potentielle sur une paix juste, durable et globale conforme au droit international, au relèvement et à tous les autres domaines liés à la paix et à la sécurité ;
- Appuyer tous les efforts déployés à l'échelle internationale ou nationale pour enquêter sur les violences sexuelles liées au conflit ainsi que sur toutes les autres violations des droits humains et du droit international humanitaire, et demander instamment à tous les acteurs concernés d'adopter des mesures pour prévenir ces violations et garantir un accès sans entrave à tous les lieux de détention formels et informels ainsi que l'accès des personnes survivantes à des services complets qui facilitent leur réintégration ;
- Demander instamment aux autorités nationales et aux partenaires internationaux de l'Ukraine de veiller à ce qu'au moins 30 % des fonds destinés au relèvement soient alloués à des activités visant principalement ou majoritairement à faire progresser l'égalité des sexes, et d'augmenter de manière significative le financement souple et à long terme des organisations locales dirigées par des femmes et le soutien aux systèmes nationaux afin qu'ils fournissent une assistance multisectorielle axée sur les personnes survivantes en vue de prévenir et de combattre les violences sexuelles liées au conflit en Ukraine ;
- Appeler les acteurs humanitaires en Ukraine et dans les pays de la région accueillant un grand nombre de réfugiés ukrainiens à veiller à ce que l'action humanitaire passe par la participation d'organisations locales de femmes et d'expertes ou d'experts en matière d'égalité des sexes, par une prise en compte résolue des risques de violence fondée sur le genre, de traite, d'exploitation sexuelle et de sévices sexuels, et par un meilleur accès aux soins et aux droits sexuels et procréatifs.

---

<sup>1</sup> Les recommandations ont été proposées par des personnes qui ont participé à la réunion ou sont tirées de la note d'information établie par le secrétariat du Groupe informel d'experts avant la réunion et ne constituent pas des recommandations du Groupe dans son ensemble ni des membres du Conseil.